

Je reconnais que le premier ministre (M. Mackenzie King) a fait beaucoup jadis pour l'étude des conditions ouvrières et des problèmes sociaux. Je crois le connaître depuis plus longtemps que tout autre membre de cette Chambre ne le connaît. Je me rappelle le temps où il était à l'université et jeune reporter au *Globe* de Toronto et qu'il rédigeait la chronique des tribunaux. Je me souviens que le colonel Denison lui avait alors prêté une très brillante carrière. Je lui affirme toutefois aujourd'hui que l'opinion publique exige des comptes non seulement du Gouvernement mais de la Chambre des communes. Passant au texte de la résolution proposée, je dois dire qu'on semble avoir oublié l'un des sujets les plus importants qui devraient être examinés par ce comité; je veux parler de la question de procurer des emplois aux gens. Nous parlons de mettre la population à l'abri du besoin. Qu'est-ce que cela veut dire? Pour épargner cette crainte aux masses, il faut leur procurer de l'emploi, mais il n'en est pas fait mention dans le texte du projet de résolution. J'aimerais qu'on fasse silence, monsieur l'Orateur, car c'est une question importante que je discute en ce moment. Je n'interromps jamais les orateurs et j'ai droit à la même courtoisie de la part de mes honorables collègues.

Je dis donc que la question de trouver de l'emploi aux soldats a été oubliée par le Gouvernement quand il a préparé le texte de ce projet de résolution. Le Gouvernement ne semble connaître que deux moyens de remédier au chômage. L'un consiste à envoyer partout dans le monde des ambassadeurs, dont quelques-uns tiennent des propos grandement préjudiciables à l'effort de guerre et au pays. L'autre moyen consiste à nommer sénateurs, pour remédier au chômage des jeunes gens qui devraient servir dans l'armée. Le Gouvernement devrait, pour des motifs d'ordre national, faire rentrer M. Arthur Meighen au Sénat, et il devrait y nommer des représentants de la presse.

Je désire dire quelques mots au sujet de la Caisse d'assistance aux victimes de la guerre en Grande-Bretagne et rappeler ce qu'un journal de Toronto, l'*Evening Telegram*, a accompli en vue d'aider cette caisse au profit des gens de Grande-Bretagne dont les habitations ont été détruites et qui ont subi de lourdes pertes au cours de la guerre actuelle. Par l'intermédiaire de la caisse d'assistance aux victimes de la guerre en Grande-Bretagne, on a fait comprendre aux jeunes qui fréquentent les écoles et les collèges de Toronto et de l'Ontario quelle dette ils ont contractée envers la métropole dans la présente guerre. Cette caisse, organisée par l'*Evening Telegram* de Toronto a déjà perçu environ 2 millions

[M. Church.]

de dollars. Le *Telegram* reproduit fréquemment les photographies de jeunes enfants de Toronto et de la province qui se sont occupés activement de recueillir des souscriptions. D'autres enfants sollicitent dans les rues de petites offrandes de cinq, dix ou vingt cents pour cette caisse destinée à la reconstruction d'habitations en Grande-Bretagne. J'apprécie ce qui a été accompli dans ce domaine, de même que les services rendus par le fondateur du *Telegram*, feu M. John Ross Robertson, et par le directeur précédent du journal, John R. Robertson, dont le successeur, M. C. O. Knowles, s'applique avec succès à encourager cette belle œuvre. Nous savons tous, je crois, ce que son fondateur a fait pour l'Hôpital des enfants, et ce qu'il a accompli dans le domaine de l'hygiène et de l'assistance sociale. L'un des hommes que le Gouvernement devrait nommer sénateur est M. C. O. Knowles, directeur de l'*Evening Telegram*, pour ce qu'il a fait en faveur des victimes britanniques de la guerre.

L'élaboration de plans, monsieur l'Orateur, constitue la nouvelle désignation du socialisme. Aujourd'hui, tout le monde est socialiste, tout le monde prépare l'avenir, et on semble avoir oublié le point capital, gagner la guerre. Les alliés ne font que prendre l'initiative, après plus de trois ans de combat. M. Churchill l'a dit, nous sommes à la fin du commencement, et on parle plus volontiers de la préparation de l'avenir que de la conduite des hostilités sur terre, sur mer et dans les airs. Je ne m'y oppose pas, pourvu toutefois que nous n'oublions pas le point capital, remporter la victoire.

Reportons-nous au texte de la résolution. Le comité doit entreprendre l'étude de certaines questions et présenter son rapport; et il s'agit d'un comité de la Chambre. Le rapport Beveridge a été préparé par un comité interministériel sur l'assurance sociale, sous la direction d'un ministre de la couronne, M. Greenwood. Chez nous, ce travail est confié à un comité de la Chambre, et sans que le Gouvernement lui dise quelles fins il doit viser. C'est procéder à la légère, et le projet, trop compliqué, violera sans doute les principes économiques. Nous avons, par exemple, un besoin pressant de bois pour l'œuvre de restauration en Grande-Bretagne, et il en faudra aussi pour les travaux de reconstruction après la guerre. La Grande-Bretagne importe pour 65 millions de livres sterling de bois de construction par année, et la résolution n'en dit pas un mot. Je pense parfois que nos initiatives de sécurité sociale ou d'autres y gagneraient si ces bureaux de contrôle et ces commissions comptaient parmi leurs membres, pendant que nos braves soldats se battent outre-mer, moins de professeurs et d'in-